

né par l'Assemblée nationale, ne pourra assister aux séances et ne prendra la parole qu'après l'avis demandé par un message.

Art. 3. — Après l'adoption de ses bases fondamentales, une commission de 15 membres, nommée en séance publique, proposera à l'Assemblée un projet de loi pour fixer les pouvoirs et les attributions de chacun des grands corps de l'Etat.

La proposition ci-dessus est précédée de considérations et suivie de commentaires qui ont pour objet d'en définir et d'en préciser la portée. M. Destroms s'est surtout inspiré de cette pensée qu'il est indispensable de mettre un terme au provisoire actuel et d'assurer le lendemain si l'on veut voir renaitre la confiance dans le pays.

« Le renouvellement partiel, dit l'auteur de la proposition, en constituant un état définitif, peut seul mettre fin à une pareille situation, faire cesser l'incertitude de l'avenir, et appeler tous les partis sur un terrain neutre, sur lequel il ne pourra s'établir une lutte entre la monarchie et la république, puisque ce sera le gouvernement de la majorité, l'émanation la plus directe et la plus complète de la souveraineté nationale.

« Le président de la République, placé en dehors de l'Assemblée, c'est ce que la proposition Rivet a été impuissante à établir et ce qui deviendra tout naturel, au renouvellement des pouvoirs du président, qui auront lieu nécessairement à l'inauguration d'un état définitif.

« La commission de quarante-cinq membres, c'est la préparation d'une constitution sommaire, toujours modifiable par l'initiative individuelle, selon les besoins du moment et dont les bases principales seront seules déterminées.

Telle est en quelques mots la philosophie de la proposition qui, d'ailleurs, laisse à la commission de quarante-cinq membres le soin de rechercher le meilleur mode de renouvellement partiel, et d'examiner les questions de savoir : 1° Si l'on convient de placer une seconde Chambre à côté de l'Assemblée nationale ;

2° Si les lois ne seraient pas mieux élaborées par un conseil d'Etat que par les commissions de l'Assemblée ;

3° Si l'on ne conviendrait pas également de nommer un vice-président.

Ajoutons que, comme conséquence obligée de l'établissement d'un gouvernement définitif, et comme commencement de l'œuvre, M. Destroms indique la réconciliation de l'Assemblée avec Paris, son retour dans la capitale historique de la France.

REVUE DES JOURNAUX

Le Temps, tout en rendant hommage aux intentions libérales et patriotiques de ce groupe de la droite, qui fait, en ce moment même, une dernière tentative de réconciliation entre le droit monarchique ancien et le droit moderne, constate l'inutilité de cette tentative et en prédit l'échec inévitable.

Il ne reste rien sur le tapis pour le moment que la charte inventée, dit-on, par la Réunion des Réservoirs, rédigée par MM. Ernoul et de Cailhac, et signée à l'honneur qu'il est par une certaine adhésion. Cette loi fondamentale de royaume cherche à unir les deux principes de la souveraineté nationale et de la monarchie traditionnelle. C'est dire qu'elle n'est autre chose que le retour à l'établissement de 1830, une tentative pour fonder ce que le comte de Chambord appelle récemment « la royauté légitime de la révolution ». Et cependant le dessein des signataires, à ce qu'on assure, est de soumettre leur œuvre à l'appréciation de l'exilé de Frohsdorf. Non pas qu'on doute de sa réponse indignée; mais, l'épreuve faite, on se regardera comme démasqué et en règle, désormais, vis-à-vis de la branche aînée.

L'Avenir national avertit les amis de M. Thiers et de la République des embûches que recouvre certain projet de Constitution élaboré, dit-on, par le centre droit, et pour lequel ses auteurs cherchent des adhésions dans le centre gauche. Ce projet confère à M. Thiers la présidence à vie, mais appelle M. le duc d'Aumale à la vice-présidence et à la succession de M. Thiers en cas de démission ou de mort.

Le jour où, grâce à cette mystification de l'octroi de la présidence à vie, la majorité aurait à sa disposition, régulièrement et légalement, le successeur éventuel qu'elle désire, M. Thiers, contre qui la majorité pourrait tout, alors que lui ne pourrait rien contre la majorité, n'aurait pas six mois à vivre. La présidence à vie ne pourrait signifier quelque chose qu'autant que le président aurait le droit, en cas de conflit, de dissoudre l'Assemblée, et de convoquer les électeurs. Sans ce droit s'imaginer-on qu'un chef de gouvernement, surtout lorsque ce chef a la vivacité passionnée de M. Thiers, pourra éprouver deux fois de suite des échecs personnels sur des questions considérables, et garder le pouvoir? Evidemment non. La présidence à vie n'est donc qu'un leurre, et un infatigable moyen de dépeupler M. Thiers de toutes ses armes et de le livrer à la merci de ses adversaires. Si M. Thiers et ses amis du centre gauche ne le comprennent pas, on ne peut que regretter ce peu de prévoyance politique.

La justesse de ces réflexions frappera nos lecteurs. Il est, en effet, bien certain que si

la majorité a hésité, jusqu'à présent, à renverser M. Thiers, c'est qu'elle se sentait dans l'impossibilité de lui donner un successeur de son choix, sans agiter profondément le pays et l'exposer, peut-être, à une nouvelle guerre civile. Le jour où elle aurait réussi à faire inscrire le nom de ce successeur dans une Constitution, républicaine en apparence, elle donnerait libre carrière à ses rancunes, forcerait, à la première occasion, le président à bien d'offrir sa démission, et se garderait bien de l'inviter à la reprendre.

Le Courrier de France rappelle l'étonnement, la stupeur que causa parmi la bourgeoisie l'insurrection du 18 mars. Les journaux conservateurs-libéraux avaient complètement négligé le mouvement socialiste, et leurs lecteurs se trouvaient au dépourvu en face du danger qui éclata tout d'un coup.

On ne peut douter, dit-il, que si les journaux dont nous parlons avaient appelé, maintenu l'attention de leurs lecteurs sur les menées actives, et l'on peut dire fiévreuses, des chefs socialistes, tendant à l'émancipation et à l'organisation des groupes ouvriers, que s'ils avaient rapporté chaque jour leurs excitations, les paroles de colère et de menace dont leurs discours en plénières publiques et les articles de leurs journaux étaient bourrés, que s'ils avaient enfin montré le péril grandissant chaque jour et menaçant chaque jour davantage nos intérêts, nos biens, notre vie; on ne peut douter qu'au lieu de regarder notre rôle de gardes nationaux comme terminé par la fin de la guerre étrangère, au lieu de négliger les convocations, les exercices, nous ne fussions demeurés sous les armes aussi fermes, aussi résolus et aussi prêts à lutter contre les ennemis du dedans que contre ceux du dehors; et grâce à notre union, à notre attitude, peut-être eussions-nous évité à la France un jour de douleurs et d'humiliations.

La cruelle expérience que nous avons faite nous servira-t-elle au moins de leçon? Comprendrons-nous enfin qu'il faut résister contre la légèreté et le dédain avec lesquels nous avons traité jusqu'à présent la propagande et les menées internationalistes? Comprendrons-nous que la question sociale doit être l'objet de nos plus constantes préoccupations, soit pour prévenir les dangers qu'elle cache, soit pour découvrir les solutions d'apaisement que, peut-être, elle renferme?

On télégraphie de Paris, le 13 février, au Times :

Le gouvernement vient de saisir de grandes quantités de poudre de guerre qui étaient introduites en fraude à la fois par les frontières de Suisse, d'Espagne, de Belgique et d'Italie.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Le Phare de la Loire publie in extenso le discours prononcé par M. Louis Blanc, dans la salle de la Renaissance, à Nantes, en faveur de l'œuvre entreprise pour la libération du territoire. La recette s'est élevée à la somme de 3,200 francs.

Dans une lettre adressée le lendemain au rédacteur de l'Indépendance de l'Ouest, M. Louis Blanc, répondant à une note du Journal officiel du 11 janvier 1872, annonçant que le nombre total des détenus mis en liberté, à la suite d'ordonnances de non-lieu, était, à cette date, de 12,551, explique que s'il avait, dans la réunion de la veille, proclamé bien haut leur innocence, c'est que la preuve en résistait pour lui de ce fait qu'elle a été reconnue par le pouvoir même chargé de les juger.

Personne, hors peut-être M. Louis Blanc et ses amis politiques, ne songera jamais à proclamer l'innocence d'individus qui ont porté les armes contre le gouvernement établi du pays. Si l'on a pris aujourd'hui le parti de se relâcher un peu de la sévérité des premiers jours, c'est que l'on a jugé que huit ou neuf mois de détention préventive étaient un châtiment suffisant pour les moins compromis, et que pour ceux-là du moins la conscience publique était apaisée. Ce n'est pas à coup sûr, comme l'insinue M. Louis Blanc, un certificat de bonne vie et mœurs que la justice militaire a entendu décerner à ces individus en les acquittant.

Chacun travaille de son mieux à l'œuvre de la délivrance. Il n'est pas jusqu'à l'ex-roi d'Araucanie qui n'apporte, lui aussi, le petit système qui, à son sens, doit amener la libération du territoire. Le Sémaphore, de Marseille, publie à cet égard la lettre suivante :

Monsieur le rédacteur, J'ai préparé une combinaison financière au résultat de laquelle la France peut se libérer des Prussiens sans emprunt, sans souscription, sans créer de nouveaux impôts, et permettant même de diminuer ceux qui existent déjà tant sur le commerce que sur l'agriculture, en produisant des rentes considérables à l'Etat, de manière qu'avec une sage économie des fonds versés dans le Trésor, on pourra équilibrer le budget en peu d'années.

Tous les Français sont intéressés à connaître mon système; je dois donc lui donner la plus

grande publicité possible. Dans ce but, je désire avoir un éditeur pour publier mon travail.

Dans l'intérêt de la France, je vous prie, monsieur le rédacteur, d'insérer ma lettre dans votre prochain numéro.

Veuillez agréer, etc.

P. O. A. DE TONRENS, roi d'Araucanie et de Patagonie ou Nouvelle-France.

Il est vrai que lorsqu'on a habilement administré les finances de l'Araucanie et de la Patagonie, on doit être ferré sur l'art d'équilibrer un budget.

On lit dans le Petit Lyonnais :

Le gérant et l'imprimeur du Progrès ont reçu assignation à comparaître devant le premier conseil de guerre de Marseille sous la prévention de « publication de fausse nouvelle publiée de mauvaise foi et de nature à troubler la paix publique. »

En outre, le parquet du conseil de guerre a fait mettre en demeure le gérant du Progrès de lui fournir le manuscrit et l'enveloppe de la correspondance de Marseille datée du 22 janvier et publiée dans le numéro du 24.

Inutile d'ajouter qu'un refus formel a été opposé à cette injustifiable prétention.

L'Echo du Nord nous annonce que Lemeth, l'assassin d'Andresselles, attend patiemment, à la maison de justice d'Arras, la décision qui va être rendue au sujet de son recours en grâce. Cette décision doit émaner, comme on le sait, non pas de la commission des grâces, mais de M. Thiers seul, les attributions de la commission des grâces étant essentiellement limitées aux individus condamnés pour avoir pris part à l'insurrection de la Commune. Toutes les sentences relatives aux crimes de droit commun sont uniquement du ressort du président de la République.

Depuis que la France, en perdant l'Alsace, a perdu une de ses plus importantes sources d'alimentation pour les manufactures de tabacs, il a été souvent question d'autorisation de ce genre de culture que le gouvernement se disposerait à accorder à divers départements, et en même temps de la création de nouvelles manufactures.

Voici quelques renseignements donnés à ce sujet par le Courrier de la Vienne :

Nous apprenons que le gouvernement vient de se prononcer au sujet de la manufacture de tabacs. Si nous sommes bien informés, la demande de création d'une manufacture à Poitiers ne serait pas admise, et l'autorisation de cultiver le tabac dans le département ne serait pas davantage accordée.

Aucune manufacture nouvelle de tabacs ne sera créée pour le moment, et le jour où un nouvel établissement de ce genre serait fondé, c'est, paraît-il, dans l'Est qu'il serait autorisé.

L'Exposition universelle de Lyon

Les délégués de l'Exposition universelle et internationale de Lyon ont été reçus samedi par le nouveau ministre de l'Agriculture et du Commerce, M. de Gaulle, qui a bien voulu témoigner toutes ses sympathies à cette œuvre de l'initiative privée, en lui accordant son haut patronage et en acceptant la présidence d'honneur.

Le ministre a fait espérer qu'il assisterait à l'inauguration de l'Exposition et viendrait lui-même faire la distribution des récompenses.

Comme dans les Expositions précédentes, des médailles de bronze, d'argent, d'or, et des décorations de la Légion d'honneur seront accordées aux exposants, sur la proposition du jury.

M. le comte de Chambord est arrivé à Anvers; c'est à Anvers, non à Malines, qu'il a fixé pour le moment sa résidence.

LES ACTES OFFICIELS

LE COMPTE-RENDU DES PROCÈS DE PRESSE

Le président de la République française promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Est abrogé le paragraphe 1^{er} de l'article 17 du décret du 17 février 1852, qui interdit de rendre compte des procès pour délits de presse.

Delibéré à Versailles, en séance publique, le 12 février 1872.

NOMINATION DE L'ÉVÊQUE DE LA RÉUNION

M. l'abbé Delannoy, curé de Saint-André, à Lille, est nommé à l'évêché de Saint-Denis (île de la Réunion), vacant par le décès de Mgr Maupoint.

L'ENSEIGNEMENT DU DROIT. — COMMISSION DE RÉORGANISATION

Par arrêté du ministre de l'Instruction publique et des cultes, en date du 1^{er} février 1872, il est institué une commission des études de droit chargée de rechercher et de pro-

poser les mesures propres à réorganiser l'enseignement du droit en France.

Cette commission est composée de :

MM.
Le ministre de la justice et le ministre de l'Instruction publique, des cultes et des beaux-arts, présidents;
Girard, membre de l'Institut, inspecteur général des Facultés de droit, vice-président;
Bathie, député, professeur à la Faculté de droit de Paris;
Bertault, député, professeur à la Faculté de droit de Caen;
Humbert, député, professeur à la Faculté de droit de Toulouse;
Laboulaye, député, professeur au Collège de France;
Lehland, député, ancien procureur général près la cour d'appel de Paris;
Renouard, membre de l'Institut, procureur général à la cour de cassation;
Lafont, président de chambre à la cour de cassation;
Faustin Hélie et Paul Pont, membres de l'Institut, conseillers à la cour de cassation;
Rau, conseiller à la cour de cassation, ancien professeur à la Faculté de droit de Strasbourg;
Petitjean, procureur général à la cour des comptes;
Aucoc et Hérol, conseillers d'Etat;
Alexandre, président de chambre à la cour d'appel;
Colmet d'Aage, doyen de la Faculté de droit de Paris;
Demolombe, doyen de la Faculté de droit de Caen;
Duvergier, professeur à la Faculté de droit de Paris;
Valet, membre de l'Institut, professeur à la Faculté de droit de Paris;
Rousse, bâtonnier de l'Ordre des avocats du barreau de Paris;
Du Mesnil, directeur de l'enseignement supérieur;
Accarias, agrégé près la Faculté de droit de Paris, secrétaire;
Alexandre, et Jules Carmon, attachés au cabinet du ministre de l'Instruction publique et des cultes, secrétaires adjoints;
Des Gillels, chef de bureau au ministère de l'Instruction publique, secrétaire adjoint.

JUGEMENTS ET MISES EN LIBERTÉ
Du 4 au 10 février, le nombre des jugements rendus par les conseils de guerre a été de 305, et celui des ordonnances de non-lieu de 589.

Le chiffre total des jugements est actuellement de 4,242, et celui des mises en liberté de 20,704, ensemble 24,946 prévenus à l'égard desquels il a été statué.

APPOSITION DES SCELLÉS SUR LES PAPIERS DE M. CONTI

Les scellés ont été apposés, à la requête de l'Etat, sur les papiers laissés par M. Conti. Les fonctions politiques qu'il a exercées étant de nature à faire présumer qu'il pouvait être dépositaire de documents ou de titres appartenant à l'Etat, le gouvernement a cru devoir user des droits qui lui sont conférés par la loi et qui lui ont été reconnus par une jurisprudence constante.

Des instructions ont été données pour que cette apposition de scellés fût faite avec tous les égards convenables envers la famille de M. Conti, et ne fût maintenue que pendant le temps nécessaire. (Journal officiel.)

NOS INFORMATIONS

LA MORT D'UN HONNÊTE HOMME

Hier est mort, rue Notre-Dame-de-Nazareth, un individu bien connu de tout ce qui a des dettes à Paris, et qui laissera peu de regrets derrière lui, le fameux père Salomon, l'usurier des usuriers. Toutes les fois que le père Salomon entendait dire qu'un fils de famille avait besoin d'argent, il allait le trouver et lui proposait quelques milliers de francs. On juge qu'on refusait rarement. Alors, si, par exemple, on avait besoin de 5,000 francs, le père Salomon commençait par vous en donner 3,000, puis vous offrait vingt-cinq tables de nuit, représentant, selon lui, une valeur de 1,500 francs. On poussait généralement des cris d'indignation, en lui demandant comment il voulait qu'on enlevât cette collection de meubles. Alors, il vous proposait invariablement de vous les racheter pour 150 francs, ce qu'on acceptait toujours.

Le procédé du père Salomon n'était pas neuf; mais il était bon, et ses tables de nuit restèrent légendaires. Impossible d'imaginer rien d'aussi bizarre que ses bureaux : c'était un capharnaüm où on trouvait côte à côte les choses les plus hétéroclytes, étoffes précieuses et pipes en terre, meubles antiques et pots à eau cassés. Le père Salomon était âgé de soixante-seize ans. Il laisse une fortune d'au moins cinq cent mille francs.

LES FOLIES-NOUVELLES

Le mardi 27 février aura lieu, à l'hôtel Drouot, salle du rez-de-chaussée, la vente du matériel et des accessoires du théâtre des Folies-Nouvelles, ainsi que les costumes de plusieurs pièces, notamment ceux qui ont servi

un gros nuage noir. On distingue même, par intervalles, quelques éclaircies.

— Si nous devons avoir un orage, ce ne sera que fort avant dans la nuit, reprit Jacques. Ainsi, vous le voyez, il n'y a pas à se préoccuper de ce fait-là. Avez-vous un autre sujet de crainte?

— Oui, sans doute, reprit la jeune femme. Là-dessus, attirant son frère et son mari vers la fenêtre, elle leur demanda de pencher l'oreille du côté du bois de la Sauvagerie.

— N'entendez-vous donc pas, comme moi, le sinistre oiseau qui chante? dit-elle.

En prononçant ces paroles, Clémence ne pouvait maîtriser l'émotion qui venait de s'emparer d'elle. Un pâleur étrange couvrait ses traits. Ses jambes tremblaient.

— Comment! s'écria Hector, comment! chère sœur, c'est la chanson des courlis qui te fait peur à ce point?

— Je sais bien, répliqua la jeune femme, que mes craintes vous paraîtront ridicules et exciteront votre risée; mais une épiigramme ne prouve rien. Ce qu'il y a de certain, c'est que le chant du courlis, quand on l'entend le soir, annonce toujours quelque malheur.

De père en fils, les paysans de cette vallée ont surnommé le courlis l'Oiseau de la Mort.

Ce n'est pas sans de sérieuses raisons que ce préjugé s'est implanté d'une manière indéracinable dans l'esprit des habitants de ce pays. Quand le courlis se fait entendre à la nuit tombante, on reste chez soi. Voilà l'usage de cette province.

En ce moment elle se retourna, afin de les entraîner au fond du petit salon, et ajouta :

— Ainsi donc, je vous en conjure, ajoutez à demain vos projets de promenade.

— Ce sont des recommandations bonnes à faire à des enfants, riposta Jacques. Quant à moi, je pars. Du reste, l'étang n'est qu'à cinq cents pas. Avant une heure je serai de retour.

Même chose pour moi, dit Hector. Tu sais d'ailleurs quelle bonne monture j'ai ra-

posée à la porte du théâtre, en informe le public. M. Huart fait également mettre en adjudication le droit au bail.

Parmi les objets mis en vente, figure une photographie frappante de M. Manasse. Les anciens artistes ne peuvent faire autrement que de se disputer, à coups d'enchères extravagantes, ce dernier souvenir de leur bienfaiteur disparu.

LES NOUVELLES PRESCRIPTIONS À OBSERVER POUR LES DÉCÈS

La préfecture de la Seine vient de faire imprimer un grand nombre de prospectus, qu'elle tient à la disposition du public, dans lesquels elle résume les nouvelles prescriptions à observer et les démarches à faire à l'occasion d'un décès.

A partir de ce jour, les bureaux où sont reçues les déclarations seront ouverts, à cet effet, de neuf heures du matin jusqu'à quatre heures du soir, à l'exception des dimanches et fêtes, où ils ne seront ouverts que de neuf heures du matin jusqu'à midi. On devra porter immédiatement chez le médecin-vérificateur des décès le mandat de visite délivré par le maire, et les familles sont prévenues qu'une contre-visite sera faite spontanément par l'un des médecins-inspecteurs de la vérification des décès, contre-visite après laquelle on devra apporter à la mairie, avant quatre heures du soir, et non plus avant le lendemain à neuf heures du matin, comme cela avait lieu auparavant, les deux procès-verbaux dressés par ce médecin.

Les peines les plus sévères seront appliquées à ceux qui, malgré la nouvelle ordonnance, procéderaient au mouillage, à l'autopsie, à l'embaumement ou à la momification des corps avant un délai de vingt quatre heures et sans qu'il en ait été adressé une déclaration préalable au commissaire de police.

Enfin, à partir d'aujourd'hui, c'est seulement à la mairie (bureau du préposé de l'entreprise des pompes funèbres) que les familles devront s'adresser pour le règlement des convois.

LA POPULATION DE PARIS

D'après un travail de recensement qui se fait en ce moment à la préfecture de la Seine et dont nous avons pu obtenir quelques chiffres, la population de Paris, pour l'année 1872, ne s'élèverait guère à plus de 1 million 500,000 habitants, tandis qu'elle était en 1869 de 1 million 825,274. Elle a donc baissé d'environ 300,000 habitants dans l'espace de deux ans. La guerre prussienne et l'insurrection ont, comme on le voit, laissé de terribles vides que la paix comble, nous l'espérons.

LES ORANGERS DU PONT DES ARTS

Les travaux de restauration du pont des Arts vont commencer dans le plus bref délai et seront conduits assez rapidement pour qu'on puisse au printemps le rendre à la circulation. Le pont des Arts a été construit en 1803, et on prête à la municipalité l'intention de lui rendre les embellissements dont il jouissait à sa création. C'est ainsi que, pendant tout l'étonnement, sur le parcours de cette voie de communication, des caisses alternées d'orangers et de lauriers-roses. Ce jardin suspendu au-dessus du fleuve était du plus charmant aspect et nous approuverons sincèrement une mesure municipale qui rendrait au pont des Arts sa splendeur passée.

LES BOUTIQUES DE CHARCUTERIE

Le préfet de police vient de donner ordre aux inspecteurs d'hygiène attachés à la préfecture de commencer une minutieuse tournée dans toutes les boutiques de charcutier de Paris, pour veiller à ce que les règlements de salubrité soient exactement observés. On sait que, d'après ces règlements, le sol doit être dallé; des ouvertures doivent être pratiquées sur la voie publique pour renouveler l'air, et il faut que les pentes du sol soient réglées de telle sorte que les eaux de lavage puissent s'écouler rapidement jusqu'à l'égout voisin. Les inspecteurs veilleront également à ce que fourneaux et chaudières soient disposés de manière qu'aucune émanation ne puisse se répandre dans l'établissement ou au dehors, et vérifieront tous les instruments pour voir s'ils ne sont pas revêtus de feuilles de plomb. De plus, les charcutiers devront désormais transporter tous leurs débris, os, et râclures de peaux dans des tonneaux hermétiquement fermés. C'est à la suite de diverses plaintes parvenues à la préfecture de police, que M. Léon Renault a ordonné cette inspection.

ÉDILITÉ. — L'ANCIEN MINISTRE DES FINANCES

Une loi du 16 septembre dernier a ordonné l'adjudication aux enchères publiques de l'emplacement qu'occupait le ministère des finances entre la rue de Rivoli, de Castiglione, du Mont-Thabor et de Luxembourg. C'est emplacement, que l'on démolissait en ce moment les ruines qu'y a faites la Commune, est d'une superficie de 11,498 mètres 85 centimètres; ses façades ont sur la rue de Rivoli 167 mètres

56 centimètres, et sur la rue de Castiglione 67 mètres 93 centimètres; il y avait 17 arcades sur la première de ces rues et 18 sur la seconde.

Le Domaine, qui dans quelques jours va procéder à la vente des terrains, soumettra les constructions aux conditions imposées par l'Etat et la ville de Paris et à la Société qui a édifié l'hôtel du Louvre. On conservera donc à la façade en pierre son architecture uniforme, mais on remplacera les arcades qui soutenaient le plafond de la galerie publique du côté opposé à la façade par des pieds droits en pierre ou en fonte, de manière à former des baies carrées pour les entrées et les avantures des magasins.

C'est avec raison que l'on appliquera à la nouvelle construction ce mode de décoration qui permet d'établir plus de luxe dans les magasins, en même temps qu'on donnera plus d'air et de jour. La vente sera tentée d'abord en bloc, sur une mise à prix fixée par l'administration, et ensuite par lots séparés au nombre de 22; les lots situés sur la rue de Rivoli auront une façade de 17 m. 67 cent. et une profondeur de 37 m., ce qui donnera une superficie d'environ 654 mètres. Les lots seront un peu moins importants sur la rue du Mont-Thabor; ils auront une façade de 17 m. 67 cent. et une profondeur de 30 mètres seulement, ce qui donnera une superficie de 539 mètres environ. Ce lot situé à l'angle de la rue de Rivoli et de la rue Castiglione, a 14 mètres de façade sur les deux rues, six arcades, et une superficie de 479 mèt. On a déjà lieu d'espérer qu'il se constituera de puissantes sociétés pour entreprendre des constructions sur ce terrain, dont la situation est privilégiée sous tous les rapports.

L'ÉGLISE SAINT-MÉDARD

Des échafaudages sont posés en ce moment autour du porche de l'église Saint-Médard, et l'on y remplace quelques ogives atteintes par les obus fédérés.

L'église, qui date du douzième siècle et qui a été successivement agrandie au fur et à mesure des accroissements de la population du faubourg, n'a d'autre intérêt que son antiquité. Comme fait historique important, il faut rappeler la scène de tumulte qui eut lieu dans cette église le 16 décembre 1851 entre les calvinistes et les catholiques pendant les vêpres, scène à la suite de laquelle les vengeances particulières donnèrent lieu à des tentatives déplorables dans les rues et les faubourgs.

Olivier Patris, de l'Académie française, surnommé le Quintilien français, mort en 1681, et Pierre Nicole, célèbre moraliste mort en 1695, y ont leurs tombeaux.

RESTAURATION DU COURS LA REINE

Les ouvriers de M. Alphonse restaurant en ce moment le cours la Reine, que la guerre des rues avait fortement détérioré. Une grande partie des arbres avait été mise en tel état par les balles qu'il a fallu en arracher beaucoup, surtout les arbrisseaux, qui avaient été coupés en deux. Les arbres qu'on y replante proviennent du bois de Vincennes; ce sont, pour la plupart, des chênes et des ormes de taille moyenne. Les jardiniers de la Ville auront terminé ces travaux vers la fin du mois.

LA SOCIÉTÉ DES RÉGATES PARISIENNES

La Société des Régates parisiennes se réunit demain soir en assemblée générale au cercle de la Société, 50, galerie Montpensier, pour arrêter le programme des courses de l'année. La Société des régates se compose de deux sections bien distinctes : le Rowing-Club ou Club de l'Avron, et le Sailing-Club ou Club de la Voile. Ces deux Sociétés ont été longtemps présidées par M. Gabriel Benoit-Champy. Sitôt que le programme des courses de 1872 sera publié, nous en aurons les premiers renseignements officiels. Les courses du Rowing-Club ont lieu à Asnières, Reuil, Billancourt et Châtenay, et les courses à la voile, à Nogent-sur-Marne et Argenteuil. Le banquet annuel du Rowing-Club aura lieu cette année, comme les années précédentes, dans les salons de Tavernier-Bonvallet, et sera suivi d'un bal auquel la presse parisienne sera conviée.

UN ÉBOULEMENT

Place de la Bastille, au coin de la rue Saint-Antoine, se trouvent plusieurs maisons qui ont été incendiées pendant la Commune. Hier, un pan de mur d'une de ces maisons vint à s'écrouler et tomba sur le trottoir. Deux personnes furent atteintes et grièvement blessées. L'une, un employé de commerce, M. Paul Leroux, et l'autre, également employé, Justin Beguier.

On dut les transporter dans une pharmacie voisine, où on leur prodigua les premiers secours. On les conduisit ensuite à l'hôpital Saint-Antoine.

ACCIDENTS ET SUICIDES

Hier, à sept heures du soir, le sieur François Chauvel, demeurant rue du Faubourg-Saint-Martin, 71, a été renversé et écrasé par

nuit brûlante. L'air respirable paraissait se retirer pour faire place à du feu en fusion. A un calme sinistre avait tout à coup succédé une de ces brises piquantes qui s'avancent, comme un serpent, sur le ton du sifflet pour finir avec les menaces de la tempête. Une avenue de maronniers, qui était comme le vestibule du cottage, était déjà agitée et comme foudroyée par le vent du sud-est, précurseur du gros temps.

— Que faire? reprenait Clémence, que ces préhendes de l'ouragan tenait éveillée malgré elle. Comment chasser les idées bizarres qui me poursuivent? Quand j'étais enfant, en pareil cas, on me mettait à mon piano. Faire de la musique en ce moment, je n'en aurais pas le courage. Lire? Je ne comprendrais pas un mot sur vingt pages tournées.

Elle voulut prendre sa tapisserie, mais au bout de deux minutes l'aiguille s'échappait de ses mains.

Au fond, sa raison, éclairée par une héroïque tendresse pour Horace et pour Jacques, se révoltait à la pensée qu'ils eussent pu mépriser ses avis et ne tenir aucun compte de ses pressentiments. Est-ce qu'une femme qui aime d'un double et caste amour n'est pas douée du don de double vue? Est-ce qu'elle ne lit pas à travers le temps et l'espace? L'amerume de son chagrin, elle leur faisait un vil reproche de n'avoir pas compris qu'il y avait certainement quelque cause mystérieuse et presque surhumaine à ses frayeurs.

— Ils me payeront leur coupable incertitude, disait-elle.

Mais bientôt, se ravissant et ayant l'air de se blâmer elle-même de sa rigueur, elle rejetait ses idées de reproche et se penchait à ne leur demander plus que de se réparer et de se lever.

— Qu'ils reviennent! qu'ils reviennent vite tous les deux! voilà tout ce que je souhaite, reprenait-elle.

PHILIBERT AUDEBRAND

l'omnibus portant le n° 113, lettre E, faisant le trajet de la Madeleine à la Bastille, au moment où il traversait le boulevard Saint-Denis.

Hier, à huit heures et demie du soir, le sieur François-Pierre J., dessinateur de broderies, rue Saint-Denis, 303, est tombé rue d'Aboukir, frappé d'une attaque d'apoplexie foudroyante.

Le docteur Chapuis, qui fut immédiatement appelé n'arriva que pour constater le décès.

Boutlevard Magenta, à l'angle de la rue Saint-Quentin, le sieur Henry Fruitière, pointeur de voitures, est tombé accidentellement d'une fenêtre du premier étage sur le trottoir. On l'a fait immédiatement, eu égard à la gravité de ses blessures, transporter à l'hôpital de Lariboisière.

Rue Quincampoix, à neuf heures du matin, le sieur Reyrolles s'est suicidé dans sa chambre à l'aide du gaz carbonique. Les voisins, ayant entendu des cris étouffés, enfoncèrent la porte et lui administrèrent les premiers soins. M. Mallet le fit ensuite transporter à la Charité.

Hier soir, le sieur Georges Hurler, soldat à la 3^e compagnie d'ouvriers d'artillerie, demeurant rue du Faubourg-Saint-Antoine, 43, s'est jeté dans la Seine du haut du pont de la Tourneville. Tous les efforts ont été infructueux, et il a été impossible de retrouver le corps du malheureux.

LES CLASSEMENTS AUX ARCHIVES

On a réuni au dépôt de la guerre plus de 6,000 dossiers concernant la Commune. Ces dossiers doivent être conservés aux archives, à la suite des fameux registres de la Bastille, qui sont sans contredit les monuments de l'histoire des prisons avant 89, dont le classement vient d'être terminé. Ces registres sont de trois sortes.

Il y avait à la Bastille une grande pièce remplie de vastes armoires distribuées par cases étiquetées des numéros de toutes les cellules et de tous les cachots. Les effets de chaque personne étaient déposés dans la case correspondante au numéro de la chambre.

Lors de son arrivée, on inscrivait sur un livre les noms et qualités, le numéro de la chambre, la liste des effets de l'individu. Il signalait.

Un deuxième livre contenait les noms de tous les prisonniers et le relevé des dépenses. Il passait tous les trois mois sous les yeux du ministre. Un troisième, énorme in-folio, était plutôt une suite de cahiers grossissant chaque jour, contenant :

- 1° Les noms et qualités des prisonniers ;
- 2° La date de l'arrivée ;
- 3° Les causes de la détention ;
- 4° Le nom du secrétaire d'Etat ayant expédié l'ordre d'écrou ;
- 5° La date de la sortie ;
- 6° Le nom du secrétaire d'Etat ayant expédié l'ordre d'élargissement ;
- 7° Les remarques.

La colonne ou le cahier de la sortie contenait un curieux protocole de serment, de protestation, de respect, d'obéissance, de fidélité, d'amour et de reconnaissance au roi, l'assurant que les faits qui avaient compromis les prisonniers n'étaient que le produit de l'erreur seule de l'esprit, et se confondant en actions de grâces de ce que le monarque ne les avait pas livrés aux commissaires extraordinaires. Ils promettaient en terminant, sous la foi du serment, de ne rien révéler de ce qu'ils auraient vu à la Bastille pendant leur séjour.

L'HOMME A LA FOURCHETTE

C'est à Florence qu'un individu nommé Capitani a avalé une fourchette en métal blanc, qu'il porte déjà depuis quelques semaines dans son estomac sans en souffrir beaucoup.

Les médecins de Florence ont fait différents essais pour faire partir la fourchette de l'estomac, mais ils n'ont guère réussi jusqu'à présent.

Le professeur Rosati a inventé une sonde élastique, qu'il a introduite dans l'estomac de Capitani ; mais lorsque le mécanisme qui se trouve au bout de la sonde, et qui devait prendre la fourchette, commença à fonctionner, le malade a eu de telles douleurs, que les essais ont dû être interrompus.

Au prince Eugène, 17, r. Vivienne. Haute nouveauté pour pantalons sur mesure, de 20 à 35 fr.

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

LA TEMPÉRATURE. — Ce matin, 14 février, à 7 heures, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Quélin, 1, place de la Bourse, marquait 5 degrés 1/10^e au-dessus de zéro ; à 11 heures, 10 degrés 3/10^e au-dessus de zéro ; à 1 heure, 11 degrés 1/10^e au-dessus — Hauteur barométrique, 750 millimètres.

Les Koukás

Les Koukás ! qu'est-ce que c'est que ça ? d'où sortent-ils ? quelle est l'importance de leur insurrection dans l'Inde ? voilà ce qu'on lit partout, même dans les journaux les mieux informés. Disons ce que nous savons.

Les Koukás sont une population hindoue du Panjab ou des cinq fleuves (qui forment l'Indus). Ils sont environ trois cent mille, et les Anglais les appellent naturellement une tribu « fanatique », parce qu'ils ont le fanatisme de se rappeler qu'il n'y a pas trop longtemps ils étaient indépendants. — Il y a encore des habitants qui ont connu l'indépendance — et des prophètes leur promettent des jours meilleurs.

C'est dans la nuit du 14 au 15 janvier qu'un parti de quelques centaines d'hommes a attaqué Pathan, village voisin de Loudiana. Ils ont été repoussés, après avoir tué dix hommes. Ce n'est rien, disent la *Bombay Gazette* la *Delhi Gazette*, mais le gouverneur général a mandé par le télégraphe toute la brigade d'Umballa du camp de Delhi.

Cette brigade est accourue au pas de course, en quarante-huit heures. Elle a encore pu prendre une soixantaine d'insurgés et en tuer une trentaine. Le reste avait déjà disparu dans les jungles et les montagnes ; car de batailles rangées, il n'en faut pas espérer.

Mais les premiers succès des Koukás ont produit dans l'Inde une sensation extraordinaire. La *Gazette de Delhi* dit elle-même : « Il faut espérer que la rapide arrivée des renforts envoyés de Delhi étendra l'étincelle, car autrement elle pourrait mettre le feu à une mine ».

On voit ce que c'est que les Koukás. Leur insurrection se lie à celle des Looshais, contre laquelle l'Angleterre guerroya en ce moment. Le théâtre de la guerre est entre les sources de l'Indus et celles du Brahmapou-

tre, aux pieds de l'Himalaya, au fond du golfe du Bengale.

L'Angleterre a tout fait pour couper l'insurrection de la Chine. C'est pour cela qu'elle a envoyé des régiments au nord de la Birmanie, qui, de son côté, ne demanderait qu'à se soulever. L'empereur des Birmans a refusé d'accueillir un envoyé anglais qu'il a des raisons de soupçonner, et, de son côté, le général Bouchier, qui commande l'expédition anglaise, soupçonne tellement tout le pays, qu'il s'est fait adjoindre un corps de police de 270 hommes.

Enfin, la Chine est animée du plus mauvais vouloir contre les Anglais. Dans ses provinces, les prêtres font ouvertement afficher des proclamations qui défendent, sous peine de mort et de confiscation, d'accueillir « les barbares anglais ».

C'est pour cela que le général Bouchier tâche d'isoler la Chine.

Voilà ce que nous apprennent les journaux de l'Inde et nos rapports particuliers, qui, depuis plusieurs mois nous faisaient redouter une insurrection.

La Question de l'Alabama

(Par voie télégraphique).

New-York, 14 février.

La commission mixte anglo-américaine de Washington s'est ajournée jusqu'au 20 mars. Le président Grant a envoyé hier au Sénat la copie du mémoire américain relatif à la question de l'Alabama.

Le *Herald* dit que la proposition d'un arrangement, moyennant le paiement d'une somme en gros, vient par trop tard : le traité de Washington ne peut pas être révoqué. Le général Grant ne peut pas se retirer, dans l'espoir que l'Angleterre considérera à nouveau sa position actuelle, qui est insoutenable.

New-York, 14 février.

La *Tribune*, de New-York, dit que le traité de Washington n'est pas un règlement amical, mais un aveu explicite que les deux nations ne pouvaient pas arriver seules à un arrangement, c'est-à-dire à un accord sur diverses questions litigieuses dont la plus importante était la question des dommages indirects.

Londres, 15 février.

Selon le *Daily Telegraph*, la réponse de l'Amérique n'est pas encore venue ; elle n'arrivera probablement pas avant trois semaines.

Le *Daily News* a reçu de son correspondant aux Etats-Unis la dépêche suivante :

New-York, 15 février.

« Un membre du cabinet m'informe que la réponse des Etats-Unis soutiendra que les arbitres doivent régler toutes les questions. Si ce point n'est pas admis, les Etats-Unis refuseront de continuer les négociations. Si, enfin, selon l'article 10 du traité de Washington, ses demandes sont déclinées à un conseil d'arbitres, le gouvernement de Washington ne persistera pas dans ses réclamations pour les dommages indirects. »

ÉCHOS MILITAIRES

ÉCOLE DES SOUS-OFFICIERS

Nous avons démontré, dans un de nos précédents numéros, qu'avec le service restreint tel que le comprendrait la commission des quatre-vingts, il deviendrait indispensable d'organiser des écoles spéciales pour la formation de bons sous-officiers, dont une armée, sérieusement constituée ne saurait se passer.

Nous apprenons, au dernier moment, que le ministre de la guerre vient de décider la création d'un certain nombre de ces écoles. L'exécution de cette disposition suivrait immédiatement la promulgation de la nouvelle loi.

On ne saurait trop féliciter l'honorable général de Cissey d'une aussi importante innovation. Sans revenir sur ce que nous avons déjà dit, ajoutons cependant qu'on ne pourrait jamais compter sur les cadres inférieurs des régiments, en supposant une période de cinq ans au maximum à passer sous les drapeaux. Tout le monde est d'accord sur ce point. Il faut au moins deux ans pour avoir un sergent et trois ans au minimum pour qu'il soit en état de remplir sérieusement les fonctions de son grade. Sans écoles spéciales, on aurait donc un personnel à renouveler en entier tous les deux ans. Autant dire qu'il faudrait renoncer à le constituer sérieusement.

On nous annonce que ces écoles seront probablement établies à Nantes, Toulouse, Bourges et Valence ; mais nous ne comprenons pas que personne ne songe à se servir du Prytanée de La Flèche, dont l'utilité est aujourd'hui indiscutable. En accordant des bourses ou demi-bourses dans les collèges aux fils de militaires qui seraient généralement à La Flèche, on droit à ce qu'on supprimerait ainsi tout cet état-major de généraux, de colonels, capitaines, lieutenants et adjoints qui se pressaient à l'école, sans parler, bien entendu, des professeurs civils.

L'éducation soi-disant militaire que l'on y donne n'est qu'une plaisanterie qui ne doit tromper personne. Nous ne parlons pas sur des on dit, mais par expérience ; et pour convaincre ceux qui pourraient douter de ce que nous avançons, nous nous bornerons à invoquer le témoignage des anciens officiers de Saint-Cyr qui ont eu à instruire et à exercer les jeunes gens sortant de La Flèche. Tous diront qu'il n'existe pas la moindre différence entre les élèves provenant des lycées et ceux qui viennent du Prytanée.

Sans doute les positions d'instructeur à La Flèche sont fort enviables par les officiers qui ne recherchent que la tranquillité et la bonne nourriture ; mais les ressources du budget sont trop restreintes aujourd'hui et ne permettent plus toutes ces sinécures, quelque agréables qu'elles soient pour ceux qui les occupent. En utilisant les magnifiques bâtiments du Prytanée, on aurait une installation toute trouvée pour une école nombreuse de sous-officiers d'infanterie.

Il n'est pas encore question des écoles pour les sous-officiers du génie, d'artillerie et de cavalerie. Espérons qu'on songera à combler cette lacune. L'école de Saumur, telle qu'elle est organisée, nous semble tout à fait insuffisante pour former un nombre de maréchaux-logis en rapport avec les besoins de notre nombreuse cavalerie.

LA TENUE DES HUSSARDS ET DES CHASSEURS

Une récente circulaire du ministre de la guerre fixe définitivement la tenue réglementaire des hussards et des chasseurs à cheval dans l'armée française.

Le dolman est remplacé par une sorte de pelisse courte de drap bleu, avec neuf rangs de tresses noires pour les chasseurs et blancs pour les hussards. Le collet des chasseurs, en drap rouge, sera orné de deux cors de chasse ; celui des hussards, en drap du fond, portera deux étoiles.

La forme de la coiffure, pour la grande tenue, est encore réservée. On conservera jus-

qu'à nouvel ordre le képi. Espérons qu'il ne sera plus question du schako, dont nous n'avons jamais compris l'utilité. Toutes nos campagnes se sont faites avec le képi, sans qu'on ait eu à s'en plaindre ; dans quel but le supprimerait-on ? Quand on parle de coups de sabre garantis par le schako, il serait bon de citer les cas très rares où cette disgracieuse et incommode coiffure a montré sa raison d'être. Officiers et soldats sont unanimes à la repousser en expédition ; les ordres les plus formels du ministre et des généraux ont toujours échoué devant le mauvais vouloir de tout le monde. Pourquoi donc l'imposer en garnison ? Nous aurons ne pas comprendre ceux qui prétendent qu'elle habille mieux.

Les tresses des pelisses des officiers sont noires, dans les hussards comme dans les chasseurs. Le pantalon à fausses bottes est conservé, avec bandes bleues pour les deux corps. La sabretache est supprimée.

On peut voir dès à présent que les hussards et les chasseurs à cheval ne se distingueront que par quelques détails insignifiants. Nous pourrions alors demander pourquoi cette différence purement nominale entre deux corps tout à fait semblables. Si l'on tient à conserver des hussards dans l'armée française, qu'on leur rende leur véritable uniforme, à notre avis, n'aurait jamais dû leur être enlevé. Nous croyons qu'on ferait mieux de s'en tenir à une formation unique pour toute la cavalerie légère, dont le recrutement, l'armement et le service en temps de paix comme en campagne sont identiques.

UN NOUVEAU PAIN DE MUNITION

Depuis quelques jours l'intendance fait faire l'essai, par la garnison de Paris, d'une nouvelle qualité de pain dans lequel il entre une certaine quantité de farine d'orge. Les capitaines commandant les compagnies, « scandons ou batteries, doivent présenter un rapport sur sa qualité et sur les avantages ou les inconvénients qu'il présente.

Nous pouvons affirmer, sans crainte de trop nous avancer, qu'en général les conclusions des officiers consultés ne seront pas favorables à ce nouvel essai de l'administration.

Ce n'est pas que le pain obtenu par le mélange des farines de froment et d'orge soit absolument de mauvaise qualité ; nous l'avons examiné, et nous convenons, après l'avoir goûté, qu'il est d'une saveur assez agréable ; néanmoins, il présente pour l'alimentation habituelle de la troupe des inconvénients incontestables : il est fort noir, d'abord, et rappelle beaucoup plus qu'il ne le faudrait l'ancien pain de munition d'il y a trente ans, alors que le blutage des farines était à 10/0, et non à 20/0, comme le prescrit la nouvelle ordonnance. Il ne trempe presque pas dans le bouillon, ce qui empêche de l'utiliser pour la soupe ; on assure même qu'il ne se conserve que très difficilement, et qu'au bout de deux ou trois jours au plus il n'est presque plus mangeable.

Il est donc à supposer que notre administration s'en tiendra à ce simple essai, et que l'on continuera, comme par le passé, à distribuer aux troupes le pain de pur froment. — MOUSSELIERS.

HOMMES ET CHOSES

C'est une chose entendue, reconnue, acceptée, convenue : la République des Etats-Unis d'Amérique est le modèle des Républiques. Elle a subi une guerre civile qui a duré des années ; mais cela ne fait rien, elle est le modèle, toujours le modèle.

Incontestablement, tous les citoyens de la bas sont de très honnêtes gens, vertueux, probes, incorruptibles, inattaquables. Je ne parle pas des femmes, cela nous mènerait peut-être trop loin.

Et pourtant, si je ne parle pas des femmes, il en est une que je ne puis passer sous silence, par une bonne raison, c'est qu'elle est unique dans son genre d'Amérique : elle n'est rien moins que M^{me} Grant, l'épouse légitime du président.

Je ne sais qui elle est, j'ignore son nom de famille, son âge, son genre de beauté, son caractère ; mais un procès d'outre-mer vient de nous édifier sur ses habitudes. Il paraît qu'elle joue à la Bourse, et gros, très gros jeu.

Fisk, assassiné dernièrement par son rival d'amour, et qui était parvenu à faire une fortune colossale, était l'agent de M^{me} Grant ; pour elle il hardait des spéculations d'une hardiesse vertigineuse ; il la mettait, dit-on, de moitié in-petto dans celles qu'il tentait pour son propre compte.

J'avoue que cette révélation, apportée par les journaux américains, à propos du procès qu'on va faire à l'assassin de M. Fisk, m'a plongé dans une série de réflexions que le lecteur fera comme moi. M^{me} Grant, quelle elle à la Bourse sur des inspirations ou sur des données ? Fisk avait-il le talent de savoir lire dans les yeux de la présidente les secrets d'Etat dont celle-ci avait pu recevoir la confidence de son officiel mari ?

Je ne veux pas m'étendre plus loin dans les conjectures, c'est par trop délicat ; mais, du moment que semblable chose se produit là-bas, cela permet de supposer que les républicains d'outre-mer ne sont pas aussi scrupuleux qu'on le pense.

Chez nous, pareille chose n'arriverait jamais ; mais ! d'abord, nous sommes en train de nous régénérer, et quand on se régénère...

Hier, je vis plusieurs bonnes femmes arrivées devant une vitrine où se trouvaient des photographies représentant les prétendants, M. de Chambord et tous les princes d'Orléans.

Les figures qui arrêtaient le plus l'attention des curieuses, étaient celles de M. de Chambord, qu'elles appelaient le duc de Bordeaux, avec assez de raison, puisque c'est son titre officiel, et celle de M. le comte de Paris.

Oh ! disaient-elles, d'un commun accord, le comte de Paris paraît plus âgé que le comte de Bordeaux.

Et elles passaient les princesses en revue avec des réflexions que je ne rapporterais pas, cela ferait long, mais qui toutes concluaient à ceci : — Oh ! celui qui est le mieux, c'est encore le duc de Bordeaux ! En effet, il n'y avait pas à le discuter ; mais les bonnes âmes ne se rendaient pas compte du procédé employé pour répandre dans les masses un aperçu satisfaisant de Henri V : sa photographie n'est point exécutée d'après nature ; mais d'après un portrait qui, comme toute interprétation, change absolument le caractère réel du modèle pour lui imprimer celui qu'on a cherché.

Cette figure sombre et taciturne du comte de Paris avait beaucoup frappé les bonnes da-

mes ; le lecteur, s'il y a fait attention déjà, a dû éprouver la même impression et se demander ce qu'il y a au fond de ce regard vague, sous ce crâne bombé en avant et semé de cheveux châtains ; ce que peut indiquer cette bouche cachée par une grande barbe qui, si cela continue, va devenir le tenue obligée des souverains.

Le comte de Paris se pose en sphinx : il nous donne à deviner une série d'énigmes dont on se fatiguera vite, car en France on aime les situations nettes. Veut-il nous faire croire, comme on l'a dit, qu'il n'est qu'un bon bourgeois, passionné de musique et de peinture, ayant horreur de la politique et disposé à céder, sur tous les points, à M. de Chambord, pour avoir la paix ?

Faut-il se rattacher, d'un autre côté, à l'hypothèse indiquée par une caricature le présentant sous forme d'un pantin de bois, placé sous le bras du duc d'Annam ?

Enigme, silence et paix, tout cela est très joli ; mais c'est comme la vertu, — pas trop n'en faut.

Mais, que dit-on, est-ce une gageure ? est-ce une plaisanterie ? ou bien est-ce sérieux ? La mode serait imposée, dès ce jour, à nos femmes, par M^{me} la comtesse de Paris. Non, je ne le crois pas, c'est impossible ; je l'en défie bien.

D'abord le récit que vient de faire un journal de sa dernière toilette me paraît fabuleux ; je ne saurais le reproduire, car je ne l'ai plus sous les yeux, mais il n'y a qu'à consulter le costume de nos grands-mères de 1825 à 1835, c'est cela : coiffure, chignon relevé, peigne, colerette, il n'y manque plus qu'une chose, — les manchettes à gigot.

Enfin, si on appelle cela de l'élegance, je le veux bien, — mais c'est tout bonnement hideux. Après cela, l'élegance c'est encore comme la vertu, — pas trop n'en faut.

CHRYSALE.

L'HOSPICE DES QUINZE-VINGTS

L'établissement primitif des Quinze-Vingts occupait autrefois l'espace compris entre le pont des Saints-Pères et la rue Saint-Honoré. « En 1260, dit le sire de Joinville dans ses Mémoires, saint Louis fit bâtir la maison des Aveugles près Paris et leur fit faire une chapelle pour offrir le service de Dieu. »

Cette première maison était une sorte de refuge de mendiants aveugles, placée dans les attributions de la grande amonésie de France, et comme Babouin nous l'apprend dans son jargon pittoresque :

Le roi a mis dans un repaire
Més je ne sais pas pourquoi faire
Trois cents aveugles....

Ils trouvèrent là un abri pour la nuit, après leurs longues journées de *criaileries* et de *quémarderies* dans les rues. Dès l'époque de leur fondation, des lettres patentes accordèrent aux Quinze-Vingts le droit d'avoir des troncans dans toutes les églises de France. Plus tard, on leur permit d'aller quêter eux-mêmes non point à la porte, mais dans l'intérieur des églises, ce qui était sans contredit le plus clair de leur fortune de mendiants.

Les Quinze-Vingts restèrent dans leur habitation primitive jusqu'en 1779. A cette époque, le trop fameux cardinal Louis de Rohan, l'homme au collier, grand amonésier de France, transféra les aveugles au faubourg Saint-Antoine, dans l'hôtel des Mousquetaires noirs, où ils se trouvent encore aujourd'hui.

L'hospice actuel. — Régime intérieur.

La maison des Quinze-Vingts a pour but de secourir les aveugles français, adultes et indigents de l'un et l'autre sexe.

Les pensionnaires se divisent en pensionnaires internes et pensionnaires externes. Les aveugles externes reçoivent à domicile des secours annuels en argent. Ils se divisent en trois classes : la première classe, qui a droit à une subvention de 200 fr. ; la seconde, de 150 fr., et la troisième de 100 fr. Ce n'est que parmi les pensionnaires de la première classe que sont nommés les internes.

Les conditions requises pour l'admission à l'internat, sont les suivantes : 1° Être français ; 2° Agé de quarante ans au moins ; 3° Produire un certificat de cécité complète et incurable ; 4° Être dans un état d'indigence dûment constaté ; 5° Avoir passé par les trois classes de pensionnaires externes.

Pour les pensions externes, il suffit d'être âgé de vingt et un ans et de remplir les autres conditions de cécité et d'indigence exigées pour l'internat.

Les aveugles membres internes reçoivent, outre l'habitation : 1° la somme de 1 fr. 40 par jour ; 2° 62 centimes de pain. Ils ne sont pas nourris et vivent séparément : les célibataires à la cantine et les pensionnaires mariés dans leurs chambres.

Le conjoint et les enfants de l'aveugle interne peuvent demeurer avec lui dans l'hospice. Les enfants du sexe masculin sont obligés d'en sortir à l'âge de 15 ans, et les filles à celui de 21.

Les femmes d'aveugles reçoivent un secours de 30 centimes par jour, quel que soit leur âge. Les maris ne reçoivent ce secours qu'à l'âge de 60 ans. Chaque enfant d'aveugle âgé de moins de 16 ans reçoit un secours de 15 centimes par jour.

Les veufs et les veuves d'aveugles externes reçoivent un secours de 50 centimes par jour, lorsqu'ils remplissent les conditions d'âge et de séjour exigées par le règlement. Ils ne sont logés par tolérance dans l'hospice que quand il y a des chambres vacantes. Les veuves sont demandées très fréquemment en mariage, un peu à cause du droit si large d'habitation qu'accorde cet établissement hospitalier, surtout à cause de la rente de 50 centimes à laquelle elles ont droit leur vie durant.

Les revenus des Quinze-Vingts consistent : en immeubles, en rentes sur l'Etat français et en subventions de l'Etat ; le tout évalué à 500,000 fr. par an.

Ces revenus sont d'abord affectés à l'entretien des membres internes, à celui des bâtiments de l'enclos et des autres propriétés, le surplus est consacré aux pensionnaires externes.

Le nombre des aveugles secourus se décompose ainsi qu'il suit :

Aveugles membres internes....	300
(dont 30 environ à 250 francs, ayant refusé l'internat).	
Pensionnaires à 200 francs....	200
— à 150 ».....	400
— à 100 ».....	950
Au total.....	1.850

Chaque aveugle célibataire coûte environ 5 à 600 francs à l'administration ; l'aveugle marié près de 800 francs par an.

Le personnel intérieur se compose : Un directeur chargé de l'administration et de la gestion des biens ; du receveur économe chargé de la perception ; du secrétaire du directeur, d'un médecin, de surveillants, garçons de bureaux et hommes de service.

L'aveugle interne ne peut se marier sans l'autorisation du ministre.

Le mariage entre deux pensionnaires est interdit.

La mendicité est interdite aux aveugles internes et à ceux de leurs parents logés dans l'établissement.

La vie intérieure comporte une liberté absolue qui n'a aucune analogie avec ce qui existe ailleurs. Beaucoup d'aveugles exercent au dehors une profession, la plupart tournent la roue. Ils gagnent, à ce pénible exercice, 1 franc environ par jour. La majorité des pensionnaires a été élevée aux jeunes aveugles, ils jouent tous plus ou moins d'un instrument quelconque. Jadis ils avaient un orchestre célèbre, celui du café des Aveugles, mais depuis 1870 le café a été fermé et le personnel musical est aujourd'hui complètement désorganisé.

L'aveugle va et vient dans la maison, se promène presque toujours seul. Quelques-uns, les vétérans, ne se servent même pas de bâton, et marchent au pas gymnastique, le nez en l'air. Les sens qui leur restent, notamment le toucher et l'ouïe, se développent au détriment du sens atrophié. Quelques aveugles sont prodigieux. En entrant, il y a quelques jours dans le cabinet du directeur, l'un d'eux lui demandait quel motif l'avait déterminé à changer un meuble de place. Une longue et pénible éducation mène seule à ce résultat. Quelques aveugles écrivent au moyen de l'ingénieuse méthode de M. Foucault, un pensionnaire de la maison, mort il y a quelques années.

Les Jeunes-Aveugles reçoivent les enfants de neuf à vingt et un ans, auxquels ils donnent une instruction spéciale ; et, comme l'établissement des Quinze-Vingts, n'admet que les aveugles adultes âgés au moins de quarante ans ; il s'ensuit tout naturellement que de vingt et un ans à quarante l'aveugle se trouve sur le pavé où il mendie et végète le plus souvent. La création d'un troisième asile, dit des Aveugles-Travailleurs, est donc, à notre avis, une nécessité, et nous espérons que la sollicitude du gouvernement s'emparera quelque jour de cette idée philanthropique.

Dans le personnel des Quinze-Vingts trouvent toujours moyen de se glisser deux ou trois aveugles de profession, qui préfèrent cet asile confortable au pont des Arts d'Offenbach. Ils jouent d'ailleurs leur petite comédie à ravir, et c'est souvent bien difficile de découvrir la supercherie, alors même qu'on la soupçonne.

Les Archives.

Les archives, véritables monuments historiques, remarquables par leur ancienneté et leur parfaite conservation, sont au nombre de 6,580 pièces, dont voici les principales : Bulle du pape Urbain IV accordant un an et quarante jours d'indulgence à ceux qui visitent l'hospice. — 21 novembre 1261.

Lettres patentes de saint Louis accordant trente sols parisis de rente aux Quinze-Vingts et fixant à trois cent un le nombre des aveugles. — 1269.

Lettres patentes de Philippe-le-Long concernant un don de quatre-vingt-un livres parisis accordé aux aveugles pour leur nourriture. — Février 1317.

Lettres patentes de quinze évêques (avec sceaux remarquablement conservés) accordant quarante jours d'indulgence à ceux qui visitent l'hospice. — 1338.

Codicille de Nicolas Flamet, échevin de Paris. — 1415.

Lettres patentes de Henri IV permettant aux Quinze-Vingts de faire publier les indulgences accordées par le saint-siège. — 1560.

Lettres patentes de Louis XIV, 4 mai 1657, maintenant le privilège de quêter dans les églises.

Lettres patentes de Louis XVI, de 1779, concernant la translation de l'hospice.

L'hospice sous la Commune.

M. le directeur nous a confié avec amertume que la plupart de ses pensionnaires étaient des libres-penseurs et des socialistes enragés. Aux beaux jours où florissait la Commune, un interne, le sieur Fougères, fut nommé membre du comité central de la garde nationale et révolutionnaire, avec ses deux fils, cette petite république. A ce moment, le *Mot d'ordre*, le *Cri du Peuple* et le *Père Duchêne* faisaient les délices de l'établissement. Il est vrai qu'aujourd'hui le nouveau directeur, M. Derrien, pour refroidir un peu ces ardeurs, n'autorise plus que la lecture du *Bien public*. L'attitude énergique du directeur et des employés préserva l'établissement du pillage. On recevait cependant des communications quotidiennes de la Commune. Un jour, un membre de la Commune envoyait cet ordre, qui ne fut jamais exécuté : « Le drapeau rouge étant celui de la Commune de Paris, le directeur de l'établissement des Quinze-Vingts est invité à le faire arborer immédiatement. » 8 avril 1871.

